



Tirana, la capitale albanaise, attire plus de la moitié des investissements étrangers dans le pays. (Photo : V. Riviere/Syigma)

Une économie à suivre

L'ALBANIE S'INSCRIT À L'ÉCOLE DU LIBÉRALISME

Après un demi-siècle d'isolement communiste, ce petit pays, encore très agricole, s'ouvre rapidement à l'économie de marché. Toutes ses infrastructures doivent être réhabilitées. Les investisseurs sont les bienvenus.

Une horloge digitale égrène désormais le temps à côté de la mosquée, sur la place principale de Tirana, et un petit carrousel s'est installé à côté du socle vide de la statue d'Enver Hoxha, démontée en 1991. L'embase de celle de Lénine se perd derrière les fondations d'une pizzeria. Il y a quelques mois, le premier centre d'affaires a ouvert ses portes et tous ses bureaux sont déjà loués. Dans un pays où, jusqu'en 1990, les voitures privées étaient interdites, les rues sont maintenant embouteillées aux heures de pointe par des automobiles et camions côtoyant des attelages à chevaux. Jusqu'à dix-sept vols par jour atterrissent sur la piste rafistolée de l'aéroport de Rinas, au lieu de deux au maximum en 1990. Au port principal de Durrës, il arrive en moyenne six ferries par jour, contre trois par mois il y a cinq ans.

L'Albanie, qui a souffert d'un régime parmi les plus centralisés et les plus répressifs au monde, puisqu'elle est restée isolée du milieu des années 40 à 1990, s'ouvre aux affaires. Mais c'est encore le

pays le plus pauvre d'Europe, avec un produit national brut par tête de moins de 600 dollars, soit l'équivalent des meilleurs pays africains. Les salaires dans le secteur public sont en moyenne de 65 à 70 dollars par mois. La moitié du PNB vient encore de l'agriculture (contre 3 % en Europe occidentale), et plus de la moitié de la population albanaise vit en zone rurale.

La chute du communisme est arrivée plus tard et de façon plus désordonnée que dans

POINTS CLES

- *Malgré une croissance rapide sur les trois dernières années, l'Albanie reste le pays le plus pauvre d'Europe.*
- *Pour stabiliser son économie, Tirana a bénéficié du soutien des institutions internationales. Mais la dérive autoritaire du régime entame son crédit.*
- *Réaliser une joint-venture en Albanie est certainement le meilleur moyen d'aborder ce marché tout neuf et de s'y assurer une position.*

les autres pays d'Europe centrale et orientale. Au début de 1992, le PNB – déjà le plus bas d'Europe – avait chuté de plus de 50 % par rapport à son pic de 1989, la production agricole et industrielle s'était effondrée et le pays était au bord de l'hyperinflation (237 % par an).

Depuis lors, au cours des trois dernières années et demie, beaucoup a été accompli. Le changement a été conduit par les leaders inexpérimentés du Parti démocratique, dirigé par l'actuel président, Sali Berisha, parti qui fut formé à la fin de 1990 et gagna les élections de mars 1992, mettant un terme à 48 ans de communisme. Sous la conduite de Sali Berisha, le pays a cherché rapidement l'intégration à l'Europe et à l'Otan. L'Albanie a été le premier pays d'Europe de l'Est à demander son adhésion à l'Otan et vient d'être admise au Conseil de l'Europe. Tirana cherche aujourd'hui à engager les négociations pour un accord d'association avec l'Union européenne.

La nature de l'aide internationale a changé rapidement. En 1991 et 1992, l'aide alimentaire et humanitaire comptait pour les deux tiers du total ; elle est tombée pratiquement à zéro. Par contraste, les trois quarts de l'aide de 368 millions de dollars en 1995 ont été dévolus au développement des infrastructures.

La construction d'un réseau de routes, la réhabilitation de l'aéroport dont la piste est

